

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS SARLAT PIERRES NATURELLES

Le Goulet
24620 Sireuil

Références : 291/24
Code AIOT : 0005204820

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement SAS SARLAT PIERRES NATURELLES implanté Le Goulet Carrière du Cro Magnon 24620 Les Eyzies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection inopinée du 5/11/24 s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité de la carrière souterraine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SARLAT PIERRES NATURELLES
- Le Goulet Carrière du Cro Magnon 24620 Les Eyzies

- Code AIOT : 0005204820
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 2 novembre 1998, la société SA Etienne GALLET a été autorisée à exploiter une carrière souterraine de calcaire sur le territoire de la commune Les Eyzies de Tayac Sireuil au lieu-dit « Le Goulet » pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification de l'arrêté. La production maximale autorisée est fixée à 11 000 tonnes.

Par arrêté préfectoral n°03-2171 du 18 décembre 2003, la SA Etienne GALLET a été autorisée à poursuivre l'exploitation sans modification de la durée de l'autorisation initiale.

Depuis 2017, il n'y a eu aucune exploitation.

Le site est à l'arrêt, sans perspective de reprise, la cessation d'activité définitive a été engagée par une notification du 1er février 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-39-1-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R 512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé à finaliser les travaux de remise en état à fin d'année et à transmettre l'ATTES SECUR prévue par l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Notification cessation
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35.
Constats :

La notification de la cessation d'activité a été effectuée par courrier de l'exploitant le 1er février 2023.

Les mesures de mise en sécurité ont été indiquées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-39-1-III

Thème(s) : Situation administrative, Mesures de mise en sécurité

Prescription contrôlée :

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser une prestation INFOS couplée d'un schéma conceptuel qui ne met pas en évidence de source de pollution potentielle.

Les travaux de mise en sécurité et de remise en état ont été engagés. Un diagnostic de stabilité de la carrière établi en août 2022 n'a pas mis en évidence de risque d'effondrement. L'exploitant a confirmé par courriel à l'issue de cette inspection inopinée l'objectif d'un achèvement pour fin d'année 2024 des travaux.

Un confortement de la fermeture des accès est également programmé.

Le maire et la SCI propriétaire ont également été informés en parallèle de la cessation d'activité.

Dans son courriel l'exploitant précise que l'ATTES SECUR sera remise à l'issue du contrôle par l'entreprise certifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant parachève la mise en sécurité et les travaux de remise en état tel que prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation et rappelés dans le précédent rapport de la visite d'inspection du 21/10/22.

Il transmet sous 2 mois l'ATTES SECUR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois